



Propulsons l'économie

L'avantage coopératif du Canada

Rapport 2026

Les coopératives jouent un rôle essentiel dans la construction d'un Canada plus fort. Partout au pays, les coopératives et les mutuelles nous montrent à quoi ressemble une croissance inclusive et durable, enracinée dans nos communautés. Les coopératives sont également au cœur du plan du gouvernement du Canada visant à bâtir l'économie la plus forte du G7.

—L'honorable Rechie Valdez
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme)

Table des matières

À propos de l'Association canadienne des entreprises coopératives	5	Établies et enracinées	34
		Retombées économiques	36
		Un pilier régional	36
Sommaire exécutif	9	Résilience des entreprises	38
Message de la direction de Coop Canada	10	Productivité et énergie	40
Faits saillants de l'impact	12	Infrastructures partagées	40
Le défi de la stabilité	14	Des coopératives dans chaque collectivité	42
La montée des pressions économiques	16	Carte <i>Trouver une coop</i>	44
Abordabilité et insécurité	16		
Le déficit de confiance	17	L'occasion à saisir	46
Le besoin de stabilité	17	Un moteur économique	48
		Partenaires de confiance en politique publique	48
Les coopératives répondent au moment présent	18	Valeur publique	48
Qu'est-ce qu'une coopérative	20	Retombées rurales et régionales	50
Ce qui distingue les coopératives	20	Le coût de ne pas déployer à plus grande échelle	50
Bien plus qu'un modèle de niche	20	Les faits sont clairs	51
Pourquoi les Canadiens veulent plus de coopératives	22	Les plus grandes coopératives, <i>credit unions</i>, caisses et mutuelles du Canada	53
Abordabilité	24		
Logement	24	Références	62
Confiance	26		
Contrôle	26	Remerciements	63
Préférence	27		
Un modèle conçu pour durer	28		
Propriété collective et résilience économique locale	30		
L'innovation au cœur du modèle	32		



À propos de l'Association canadienne des entreprises coopératives

L'Association canadienne des entreprises coopératives* (Coop Canada) est l'association nationale bilingue qui représente les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles de tous types, de toutes tailles et de tous secteurs partout au pays. Guidée par ses membres et par sa mission, Coop Canada

réunit de grandes entreprises coopératives, des associations provinciales, des fédérations sectorielles et des coopératives de première ligne afin de promouvoir une vision commune : une économie coopérative forte, inclusive et durable. Nous contribuons au renforcement du secteur en :

- **Collaborant avec le gouvernement fédéral afin de créer un environnement plus favorable aux coopératives, aux *credit unions*, aux caisses et aux mutuelles**
- **Faisant connaître et protégeant l'identité coopérative**
- **Favorisant les liens et la collaboration grâce à des activités de mobilisation et de sensibilisation**

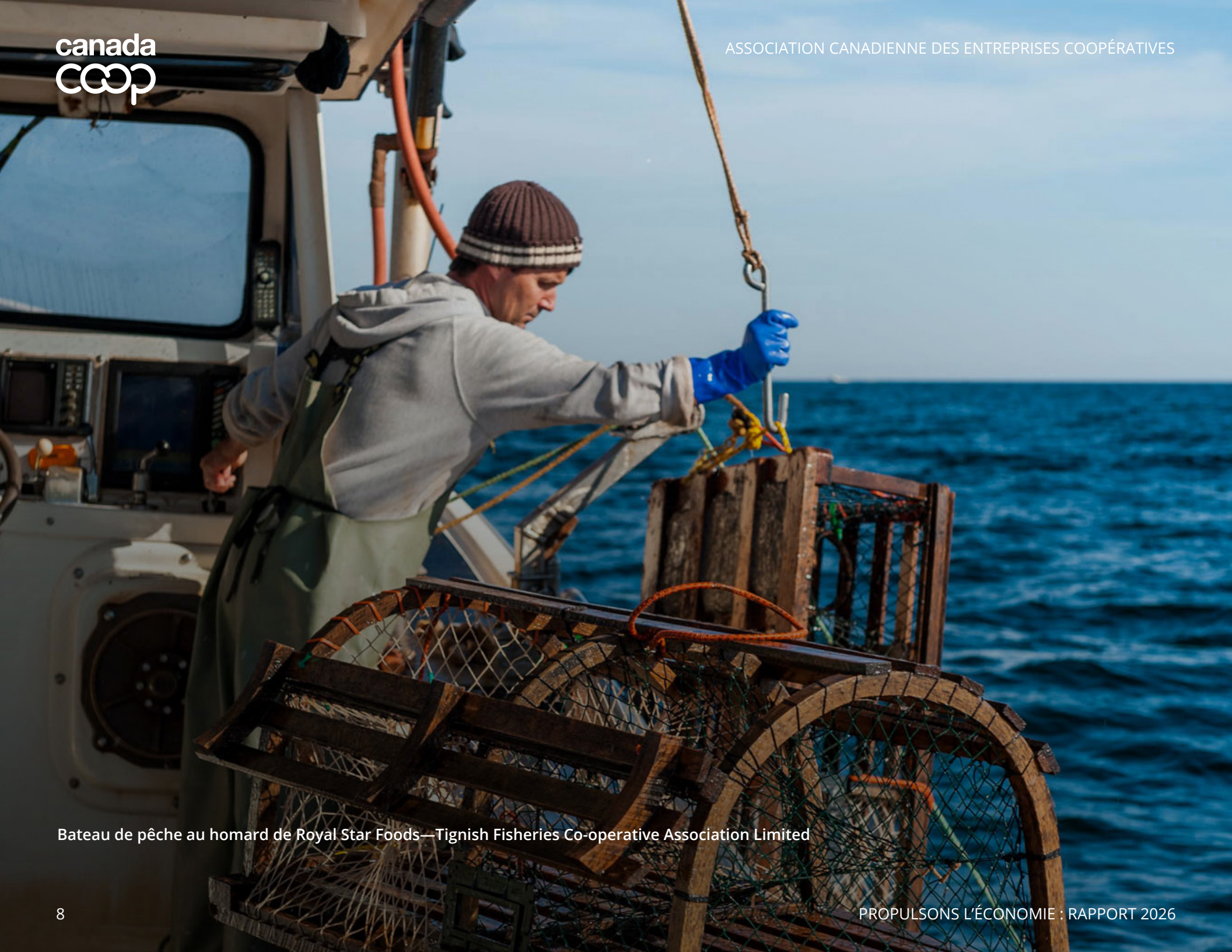
L'Association canadienne des entreprises coopératives reconnaît que les peuples autochtones sont les gardiens traditionnels des terres et des eaux que nous appelons aujourd'hui le Canada. Nous rendons hommage aux Premières Nations, aux Métis et aux Inuits, ainsi qu'à leurs aînés, passés et présents. Nous reconnaissons que les peuples autochtones pratiquent la coopération sur ces territoires depuis des milliers d'années et que c'est grâce à la coopération que toutes nos collectivités continueront de prospérer.

* Anciennement connue sous le nom de Coopératives et mutuelles Canada (CMC)

Membres de Coop Canada







Bateau de pêche au homard de Royal Star Foods—Tignish Fisheries Co-operative Association Limited

Sommaire exécutif

Le Canada fait face à un défi de stabilité. Les préoccupations liées à l'abordabilité demeurent importantes, mais elles s'accompagnent désormais d'un sentiment plus profond de précarité concernant la capacité des systèmes et des institutions sur lesquels les gens comptent à continuer d'offrir sécurité, possibilités et contrôle. Les Canadiens ne se demandent plus seulement s'ils peuvent se permettre le présent; ils se demandent aussi si l'avenir sera fiable.

Les coopératives répondent à ce besoin en offrant un mécanisme éprouvé permettant d'obtenir plusieurs des résultats recherchés par la population canadienne : logements abordables, résilience économique, propriété locale, stabilité des collectivités et prestation de services digne de confiance.

Elles ne constituent pas une solution théorique. Elles sont déjà présentes et actives dans les collectivités partout au Canada.

Les faits sont clairs. Un Canadien sur trois est déjà membre d'une coopérative, y compris 80 % des Québécois*, et un autre tiers se dit intéressé à le devenir. Les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles sont présentes dans chaque province et territoire, ainsi que dans pratiquement tous les secteurs de l'économie. Elles contribuent à hauteur de 61,1 G\$ au PIB, soutiennent 745 946 emplois et représentent 3,6 % de l'emploi canadien. Malgré cette présence et ces retombées considérables, les coopératives demeurent relativement peu visibles dans le débat public et les politiques publiques. Il est temps de miser davantage sur l'avantage coopératif du Canada.

* Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) (2026)

Message de la direction de Coop Canada



John Kay
Président du conseil
d'administration



Mike Toye
Directeur général

Plus tôt cette année, le premier ministre Carney a attiré l'attention du monde entier en lançant un appel à une action à la fois pragmatique et fondée sur des principes face aux bouleversements de l'ordre mondial. Il a reconnu la nécessité d'une plus grande autonomie stratégique et a invité les puissances intermédiaires à coopérer afin de bâtir quelque chose de meilleur, de plus fort et de plus juste.

En cette période, nous devons prendre soin de nous-mêmes. Mais en tant que Canadiens, nous prendrons toujours soin les uns des autres.

Cet esprit à la fois fondé sur les principes et pragmatique anime les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles du Canada depuis plus de 150 ans. C'est ainsi que les Canadiens s'unissent pour répondre à leurs besoins, aider leurs voisins et bâtir leur collectivité.

Il est temps de bâtir une économie plus coopérative

Aujourd'hui, plus de 14 millions de Canadiens font confiance aux coopératives, aux *credit unions*, aux caisses et aux mutuelles dans des milliers de collectivités d'un océan à l'autre, jusque dans l'Arctique canadien.

Dans les faits, le pouvoir économique est avant tout une question de propriété. Propulser l'économie, c'est reconnaître que le véritable pouvoir appartient aux gens, par les choix qu'ils font en tant que consommateurs, investisseurs, entrepreneurs et propriétaires. Lorsque les Canadiens sont propriétaires des entreprises qu'ils utilisent, et que ces entreprises sont conçues pour répondre à leurs besoins et refléter leurs valeurs, nous renforçons notre souveraineté et notre sécurité économiques. Nous contribuons à bâtir une économie meilleure, plus forte et plus juste.

Une autre façon de faire des affaires, en mieux

Ce rapport met en lumière des statistiques économiques impressionnantes qui illustrent l'ampleur de l'économie coopérative canadienne. Toutefois, ce qui importe encore davantage que ces chiffres, c'est où, comment et pour qui ces

retombées se produisent. Les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles interviennent là où d'autres entreprises ne peuvent ou ne veulent pas agir, en trouvant des moyens de créer de la valeur et des avantages pour un plus grand nombre de Canadiens.

Et elles le font en mettant en pratique les valeurs que recherchent les Canadiens

Nous avons une occasion claire de renforcer le rôle des coopératives dans la construction d'une économie canadienne qui reflète la diversité de nos réalités régionales. Aucun autre secteur n'offre des avantages aussi concrets aux Canadiens. Alors que les gouvernements recherchent des moyens d'améliorer la productivité, l'abordabilité, la concurrence et la prestation des services, les plus de 6 100 coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles du Canada représentent un modèle d'entreprise éprouvé capable de compléter les structures de marché existantes tout en générant une valeur élargie pour l'ensemble de l'économie.

C'est un moment qu'il nous faut saisir

Faits saillants de l'impact

Canada¹

Retombées économiques

61,1 G\$

contribution au PIB

745 946

emplois soutenus

12,3 G\$

contribution fiscale

3,6 %

de l'emploi
au Canada

Une présence dans toute l'économie

6 173

coopératives, *credit unions*,
caisses et mutuelles
exerçant leurs activités
partout au Canada

Chaque province et territoire
compte des coopératives et
des mutuelles

Plus de 20 secteurs

notamment logement,
finance, agriculture,
commerce de détail,
assurance, santé, services
publics, systèmes alimentaires

Propulsées par les membres

Plus de 14 millions

de Canadiens sont
membres d'une
coopérative

1 Canadien sur 3

est déjà membre
d'une coopérative

1 Canadien sur 3

est intéressé à adhérer à
une coopérative

Des collectivités plus fortes

83 %

affirment que les coopératives
contribuent à la stabilité des
collectivités

83 %

affirment que les coopératives
résistent mieux aux périodes
difficiles

84 %

affirment que la propriété
collective contribue à renforcer la
stabilité et la sécurité

86 %

considèrent les coopératives
comme des organisations
responsables

Monde²

Retombées économiques

2,79 billions \$ US

de chiffre d'affaires annuel généré par les 300 plus grandes coopératives et mutuelles du monde

Une présence dans toute l'économie

3 millions

de coopératives dans le monde

Les coopératives sont présentes dans toutes les grandes régions du monde, notamment en Europe, dans les Amériques, dans la région Asie-Pacifique et en Afrique

Elles exercent leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, des finances, de l'assurance, du commerce de détail, de la santé, de l'énergie, de l'éducation et de nombreux autres secteurs essentiels

Propulsées par les membres

Plus d'un
milliard
de membres

Cela représente au moins

12 %
de l'humanité

Des collectivités plus fortes

280 millions

de personnes ont un emploi ou une possibilité de travail grâce aux coopératives

Cela représente

10 %
de la population mondiale occupée

Le défi de la stabilité

Les Canadiens évoluent dans un contexte marqué par une incertitude économique et sociale accrue. Les préoccupations liées à l'abordabilité, au logement, à la confiance et à la résilience économique influencent les attentes à l'égard des institutions et façonnent les solutions que la population est prête à soutenir.



La montée des pressions économiques

Les pressions économiques façonnent désormais le quotidien de la plupart des Canadiens. Les préoccupations liées à l'abordabilité dominent l'opinion publique. Le coût de la vie, l'abordabilité du logement et l'insécurité économique en général influencent la façon dont la population évalue les institutions et les politiques publiques. Ces pressions ne sont ni abstraites ni idéologiques. Elles sont vécues, persistantes et largement partagées. Par conséquent, les Canadiens se demandent de plus en plus si les systèmes en place peuvent assurer la fiabilité et la protection des éléments essentiels qui comptent le plus pour eux. Parmi leurs principales préoccupations :³

91 %

Coût de la vie et abordabilité

83 %

Abordabilité du logement

83 %

Incertitude économique et commerciale

73 %

Inégalités de revenus et de richesse

Abordabilité et insécurité

L'anxiété transforme les attentes à l'égard des institutions. Les Canadiens recherchent des mécanismes qui réduisent leur exposition aux chocs et leur permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Ils doivent composer non seulement avec les pressions liées à l'abordabilité, mais aussi avec un sentiment plus profond de précarité quant à la capacité des systèmes et des institutions dont ils dépendent à continuer de leur offrir sécurité et possibilités.

Les préoccupations relatives à l'abordabilité demeurent vives, mais la population canadienne s'inquiète de plus en plus d'un enjeu encore plus vaste : les systèmes dont elle dépend demeureront-ils stables, accessibles et adaptés à ses besoins dans les années à venir.⁴

Beaucoup de personnes ont l'impression de lutter contre des systèmes qui ne fonctionnent plus en leur faveur. Les attentes envers les institutions économiques ont donc évolué et accordent désormais une plus grande importance à la résilience, à l'équité et à la sécurité à long terme.⁵

90 % **86 %** **65 %**

conviennent que de nombreux éléments essentiels, notamment l'emploi, les soins de santé et le logement, semblent plus difficiles à obtenir

conviennent que les systèmes et les institutions semblent moins stables

conviennent que « le système économique est truqué au détriment des gens comme moi »

Le déficit de confiance

La confiance envers les institutions traditionnelles s'est érodée, même si les attentes à leur égard ont augmenté. Bien que la perception des sociétés se soit légèrement améliorée à certains égards, les Canadiens continuent de croire qu'elles servent principalement les intérêts de leurs actionnaires.

La population canadienne considère de plus en plus que l'économie actuelle est façonnée par une concentration du pouvoir et de la richesse ainsi que par les privilèges politiques. Beaucoup de personnes ont l'impression que des systèmes mis à rude épreuve agissent contre leurs intérêts plutôt que de les servir. Cette situation renforce le sentiment que les résultats économiques ne sont ni équitables ni largement partagés. Les Canadiens se préoccupent notamment de ce qui suit :⁶

73 %

Les inégalités de revenus et de richesse

70 %

L'influence excessive d'intérêts puissants sur les décisions gouvernementales

La confiance n'est pas seulement un atout social; elle constitue aussi un atout pour les politiques publiques. Les gouvernements obtiennent de meilleurs résultats lorsque les programmes et les services sont offerts par l'entremise d'institutions que la population juge déjà responsables et alignées sur les intérêts des collectivités. La confiance du public réduit les obstacles, favorise l'adoption et améliore les résultats à long terme.

Le besoin de stabilité

Dans un contexte marqué par la volatilité et l'incertitude, les Canadiens recherchent de plus en plus la prévisibilité, la continuité et des institutions qui réduisent les risques plutôt que de les accentuer. Un consensus très clair se dégage : la stabilité repose d'abord sur des logements sûrs et des collectivités fortes, puis sur des systèmes qui répartissent plus équitablement le pouvoir et le contrôle.⁷

92 %

affirment que la stabilité repose sur un logement sûr dans une collectivité forte

84 %

conviennent que la propriété collective et la prise de décisions partagée renforcent la sécurité

88 %

conviennent que la stabilité exige de repenser la façon dont le pouvoir et le contrôle sont partagés

79 %

affirment que l'autonomie locale favorise davantage la stabilité à long terme que les grandes institutions⁸

Les coopératives répondent au moment présent

Les Canadiens recherchent de plus en plus des institutions qui leur offrent de la stabilité, de la responsabilité et un plus grand sentiment de contrôle. Les coopératives ont été conçues dès le départ selon ces principes. Leur structure correspond étroitement aux qualités que la population canadienne dit rechercher dans l'économie actuelle.



Qu'est-ce qu'une coopérative

Une coopérative est une entreprise appartenant à ses membres et contrôlée démocratiquement, créée pour répondre à des besoins économiques, culturels ou sociaux communs. Contrairement aux entreprises appartenant à des investisseurs, les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles privilégient la continuité des services à long terme, les avantages pour leurs membres et la responsabilité locale plutôt que la maximisation des profits à court terme.

Ce qui distingue les coopératives

- Un membre, un vote
- Les profits sont réinvestis ou redistribués aux membres
- La propriété et la responsabilité demeurent locales
- La prise de décisions est conçue pour assurer la continuité à long terme

Bien plus qu'un modèle de niche

Les coopératives ne constituent pas une solution de rechange marginale. Elles représentent un modèle d'entreprise éprouvé qui fait déjà partie intégrante de la vie au Canada.

Alors qu'un tiers des Canadiens sont déjà membres d'une coopérative et qu'un autre tiers souhaite le devenir, les coopératives sont présentes dans pratiquement toutes les régions, tous les secteurs et tous les groupes démographiques du pays. Les coopératives constituent un modèle d'entreprise éprouvé et évolutif qui est présent là où l'abordabilité, la stabilité et la continuité des services sont les plus importantes : le logement, la finance et l'assurance, le commerce de détail et de gros, l'agriculture et les secteurs des ressources naturelles, les soins de santé et l'assistance sociale, les services publics ainsi que d'autres secteurs au service des collectivités.⁹

Pourquoi est-ce important

84 %

des Canadiens affirment que la stabilité repose sur la propriété collective ou la prise de décisions partagée—les principes fondamentaux du modèle coopératif¹⁰



Multicultural Health Brokers Co-operative, Edmonton

Pourquoi les Canadiens veulent plus de coopératives

Les Canadiens ne recherchent pas seulement la croissance économique. Ils souhaitent des modèles qui procurent de la stabilité, de la responsabilité et un plus grand pouvoir d'influence sur les décisions qui touchent leur vie. Les caractéristiques les plus souvent associées aux coopératives correspondent étroitement à ces attentes.



Just Us! Coffee Roasters Co-op

Abordabilité

L'abordabilité est, au bout du compte, une question de pouvoir d'achat. Les Canadiens cherchent des façons de tirer le maximum de leur revenu et de maintenir l'accessibilité des services essentiels. Les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles contribuent à l'abordabilité non seulement en réduisant les coûts dans certains secteurs, mais aussi en donnant à leurs membres une part dans l'entreprise dont ils dépendent. Il en résulte une relation différente entre les consommateurs et les fournisseurs, axée sur la valeur à long terme, la continuité des services et les avantages pour les membres plutôt que sur la maximisation des rendements versés à des investisseurs externes.

Comme les excédents sont généralement réinvestis dans l'entreprise, retournés aux membres ou utilisés pour renforcer les services locaux, une plus grande part de la valeur générée par l'activité économique demeure liée aux collectivités qui la créent. Au fil du temps, cela contribue à renforcer la résilience économique locale et à soutenir l'abordabilité.

L'abordabilité intégrée au modèle

- Aucune extraction de valeur au profit des actionnaires
- Excédents réinvestis localement
- Priorité à la valeur à long terme

Logement

Le logement est au cœur du défi de stabilité auquel le Canada est confronté. Les Canadiens associent systématiquement un logement sûr à la sécurité économique, au contrôle personnel et au bien-être collectif. Devant des options équivalentes, 41 % des Canadiens choisiraient un logement coopératif. Les coûts prévisibles, la sécurité d'occupation à long terme et le contrôle exercé par les résidents protègent les ménages contre la volatilité qui caractérise les marchés du logement actuels.¹¹

Le logement n'est pas un volet secondaire de l'économie coopérative canadienne. À une époque où le coût du logement constitue l'une des principales préoccupations économiques de la population, le logement coopératif offre une solution de rechange éprouvée. Les coopératives d'habitation démontrent que l'abordabilité et la viabilité financière à long terme peuvent coexister au sein d'un même modèle. Les coopératives d'habitation et immobilières représentent environ 31 % de l'ensemble des coopératives au Canada, ce qui en fait la principale catégorie du secteur coopératif au pays.¹²

72 % affirment que les coopératives d'habitation devraient faire partie de la solution en matière d'abordabilité¹³

Étude de cas

Des logements qui demeurent abordables

Les coopératives d'habitation démontrent qu'il est possible d'intégrer l'abordabilité et la stabilité à la structure même du logement. Partout au Canada, plus de 250 000 personnes vivent dans 2 212 coopératives d'habitation, où le modèle est sans but lucratif, géré par les membres et fondé sur l'équilibre budgétaire plutôt que sur la recherche de rendements pour des propriétaires externes.

Dans des collectivités comparables, les logements coopératifs d'une ou de deux chambres coûtent de 400 \$ à 500 \$ de moins par mois que les loyers du marché. Toutefois, leur valeur la plus importante réside dans la sécurité à long terme qu'ils procurent : les membres participent aux décisions sur les coûts, la gouvernance et la vie communautaire, et les logements peuvent demeurer abordables au-delà d'un seul cycle de financement ou d'une période de propriété. Les coopératives d'habitation offrent ainsi un modèle concret pour les gouvernements qui cherchent à accroître l'abordabilité du logement tout en protégeant les habitations contre la spéculation à long terme. Le secteur canadien de l'habitation coopérative est prêt à bâtir : des dizaines de milliers de nouveaux logements coopératifs sont en préparation et pourraient offrir une véritable abordabilité.¹⁴



Fédération de l'habitation coopérative du Canada

Confiance

Les Canadiens associent les coopératives à la responsabilité et à la confiance. La gouvernance démocratique, la propriété locale et le réinvestissement dans les collectivités créent des systèmes que les gens peuvent voir, influencer et sur lesquels ils peuvent compter. Dans un climat marqué par le scepticisme à l'égard des institutions, les coopératives se démarquent non pas comme des idéaux ambitieux, mais comme des structures concrètes et dignes de confiance qui harmonisent systématiquement les incitatifs avec l'intérêt public.¹⁵

Pourquoi les coopératives renforcent la confiance

- Propriété des membres et gouvernance démocratique
- Propriété et responsabilité locales
- Avantages partagés et réinvestis dans les collectivités

Faits saillants

- Les coopératives sont généralement perçues de façon positive par la population canadienne. Plus de 80 % des Canadiens les décrivent comme responsables, dignes de confiance, professionnelles et financièrement viables
- Les coopératives sont largement considérées comme responsables à 86 % et dignes de confiance à 84 %
- Les Canadiens font confiance aux coopératives non pas en raison de leurs messages, mais parce que la responsabilité est intégrée au modèle lui-même¹⁶

Contrôle

Le contrôle est devenu une attente économique fondamentale. Les Canadiens souhaitent de plus en plus avoir davantage leur mot à dire sur les systèmes, les milieux de travail et les institutions qui touchent leur vie. Les recherches montrent un solide appui à la propriété collective et à la prise de décisions partagée comme moyens d'accroître la stabilité et la sécurité. Les coopératives répondent directement à cette attente en accordant à leurs membres une voix officielle dans la gouvernance et la prise de décisions.

Contrairement aux sociétés traditionnelles, où l'influence est liée à la propriété du capital, les coopératives répartissent plus largement le pouvoir décisionnel. Cette structure correspond au souhait de la population de participer davantage à la vie économique et contribue à expliquer pourquoi les principes coopératifs trouvent un écho auprès des différentes générations, régions et catégories de revenus.

Préférence

Plusieurs Canadiens choisiraient une coopérative plutôt qu'une autre entreprise si le prix, la qualité et la commodité étaient équivalents.¹⁷ Cette préférence se manifeste dans tous les groupes démographiques et est particulièrement forte dans les services essentiels et le logement. Le constat est clair : les coopératives ne sont pas choisies par charité ni par idéologie, mais parce qu'elles combinent un rendement concurrentiel à une stabilité accrue, davantage d'équité et de retombées pour les collectivités.

Les Canadiens évaluent les coopératives plus favorablement que les sociétés en ce qui concerne l'investissement dans les collectivités, le traitement du personnel et la participation du personnel à la prise de décisions. Cet écart ne relève pas de l'image de marque : il reflète des différences structurelles en matière de responsabilité et de raison d'être.

Pourquoi les Canadiens choisissent les coopératives

- Les coopératives sont des chefs de file en matière d'équité, de soutien au personnel et d'investissement communautaire
- La confiance repose sur la gouvernance, et non sur les messages communiqués

En bref

Comparativement aux autres entreprises, les Canadiens sont beaucoup plus susceptibles de considérer les coopératives comme des organisations qui renforcent les collectivités et accordent la priorité aux personnes.¹⁸

52 %	affirment que les coopératives investissent dans la réussite à long terme des collectivités, comparativement à 31 % pour les sociétés
51 %	affirment que les coopératives font ce qu'il faut pour leur personnel, comparativement à 31 % pour les sociétés
46 %	affirment que les coopératives donnent à leur personnel une voix dans la façon dont les entreprises sont dirigées, comparativement à 25 % pour les sociétés

Un modèle conçu pour durer

Les principes coopératifs comme règles de fonctionnement

Le modèle coopératif est régi par des principes reconnus internationalement qui intègrent le contrôle démocratique, la responsabilité, la participation des membres et la préoccupation pour les collectivités au cœur même de la structure de l'entreprise. Ces principes garantissent que la propriété, la prise de décisions et les retombées économiques demeurent liées aux personnes et aux collectivités que l'organisation sert.

Contrairement aux entreprises guidées par les intérêts des actionnaires, les coopératives sont conçues pour équilibrer le rendement économique et les bénéfices à long terme pour les collectivités. La stabilité, la responsabilité et le contrôle local sont donc des caractéristiques structurelles, et non de simples aspirations.



Co-operative Superannuation Society

Propriété collective et résilience économique locale

Face à la concentration du pouvoir économique, au recul de la confiance et à la polarisation, les Canadiens jugent de plus en plus les politiques économiques non seulement par leurs résultats, mais aussi par la légitimité et la responsabilité des systèmes qui les produisent. Les coopératives ancrent le capital et le contrôle dans les collectivités canadiennes, privilégient le réinvestissement plutôt que l'extraction de valeur et renforcent la capacité d'action citoyenne grâce à la prise de décision partagée.

La plupart des coopératives sont organisées autour des besoins des collectivités plutôt que du rendement des actionnaires. Les coopératives d'habitation, les services aux consommateurs et les entreprises communautaires constituent l'épine dorsale du secteur.

La propriété collective est au cœur même de la structure du secteur : les coopératives de consommation représentent 70 % de l'ensemble des coopératives, et 59 % des coopératives exercent leurs activités selon un modèle sans but lucratif, ce qui signifie que les excédents sont réinvestis dans leur mission plutôt que distribués sous forme de profits.¹⁹

Le secteur présente également un profil distinctif sur le plan de la propriété et du leadership. Comparativement aux PME, les coopératives sont plus susceptibles d'être détenues par des femmes (27,3 % contre 17,8 %) et par des personnes autochtones (3,3 % contre 1,5 %). Les personnes principalement responsables de la prise de décisions sont également plus susceptibles d'avoir fait des études postsecondaires (85,1 % contre 74,4 %).²⁰

Selon les données de 6 173 organisations :²¹

24 %

Produits et services essentiels

31 %

Logement et immobilier

17 %

Bien-être communautaire

28 %

Infrastructures économiques

Étude de cas

Maintenir des services essentiels locaux et abordables

La Fédération des coopératives funéraires du Québec démontre comment la propriété coopérative peut préserver des services essentiels locaux tout en maintenant des coûts sous le contrôle des collectivités. Fondée en 1987, la fédération soutient 19 coopératives funéraires partout au Québec, dessert plus de 270 000 membres grâce à près de 100 points de service et soutient plus de 700 emplois.

Son modèle comprend l'acquisition d'entreprises funéraires privées et leur conversion en coopératives gouvernées par leurs membres, particulièrement lorsque les entreprises familiales sont confrontées à des enjeux de relève ou à des acquisitions par de grandes chaînes corporatives. En 2017, le coût moyen des services funéraires était de 7 779 \$ au Canada, de 6 363 \$ au Québec et de 4 073 \$ pour les membres de coopératives. Cela représente des économies substantielles pour les familles concernées. Cet exemple illustre comment les coopératives peuvent maintenir la propriété au Canada, conserver les services localement et protéger l'abordabilité dans un secteur où les familles disposent souvent d'un pouvoir de négociation limité.²²



Coopérative funéraire de l'Estrie

L'innovation au cœur du modèle

Les coopératives sont souvent perçues comme des institutions traditionnelles. Pourtant, leur histoire démontre le contraire : elles sont une source constante d'innovation lorsque les marchés conventionnels ne répondent pas aux besoins essentiels. Le modèle coopératif moderne est né d'une nécessité concrète : des travailleurs, des consommateurs, des agriculteurs, des emprunteurs et des collectivités qui s'organisent pour obtenir un accès équitable aux biens, au crédit, aux services et au contrôle économique.

Les *credit unions* et les caisses du Canada illustrent clairement cette capacité d'innovation. Depuis les premières caisses, qui ont élargi l'accès à l'épargne et au crédit pour les collectivités francophones et moins favorisées, jusqu'aux plateformes de paiement modernes, elles ont continuellement innové afin de répondre à des besoins non satisfaits.

Aujourd'hui, cette tradition d'innovation concrète se poursuit, que ce soit dans le logement, la finance, l'énergie, l'agriculture ou les services essentiels. Des données récentes sur les PME démontrent que les coopératives continuent d'adopter de nouvelles technologies et de mettre en œuvre des innovations tout en maintenant une durée de vie opérationnelle beaucoup plus longue que celle des autres entreprises.²³ Cette combinaison de stabilité et de capacité d'adaptation explique en partie pourquoi le modèle demeure pertinent dans des contextes économiques changeants. Les coopératives innovent non seulement en adoptant de nouvelles technologies, mais aussi en créant de nouvelles façons pour les gens de posséder, de gouverner et d'utiliser les services dont ils dépendent. L'innovation dans le secteur coopératif n'est pas seulement technologique. Elle est aussi sociale, économique et pratique.

Une innovation porteuse de sens

- Les *credit unions* et les caisses ont été parmi les premières à offrir des prêts fondés sur les relations et à accorder des prêts aux femmes en leur propre nom
- Les *credit unions* et les caisses ont été parmi les pionnières de nombreuses innovations dans les services bancaires de détail au Canada, notamment les services bancaires libre-service, les paiements par débit, les services bancaires en ligne, le dépôt mobile de chèques et les paiements mobiles
- Les *credit unions* et les caisses ont depuis longtemps pour mission de renforcer les connaissances, les compétences et la confiance de leurs membres afin qu'ils puissent prendre des décisions financières éclairées²⁴

United Farmers of Alberta Co-operative Limited

Établies et enracinées

L’empreinte économique des coopératives est concentrée dans les secteurs de l’économie qui influencent le plus directement l’abordabilité et la sécurité du quotidien. Elles sont présentes principalement dans le logement, les services financiers et l’assurance, le commerce de détail, l’agriculture et les services essentiels. Ce sont les secteurs où la volatilité des prix, la concentration du marché et le retrait des services créent les plus grands risques pour le public.

Plutôt que de se concentrer dans des activités spéculatives ou extractives, les coopératives sont présentes là où les ménages ressentent les pressions les plus fortes et là où les gouvernements font face aux plus grands défis en matière d’abordabilité et de prestation des services. C’est pourquoi elles agissent régulièrement comme facteurs de stabilité pendant les périodes de turbulences économiques.



Récolte communautaire—Arctic Co-operatives Limited

Retombées économiques

Malgré un profil public relativement discret, les coopératives représentent une composante importante de l'économie canadienne. En 2023, 6 173 coopératives, *credit unions*, caisses et mutuelles étaient en activité dans chaque province et territoire. Elles ont généré 119,4 G\$ de revenus, détenaient 769,1 G\$ d'actifs et employaient directement 179 505 personnes.²⁵

Lorsque les effets indirects et induits sont pris en compte, les retombées atteignent 61,1 G\$ de PIB, 745 946 emplois soutenus, 35,2 G\$ en revenus des ménages et 12,3 G\$ en recettes fiscales. Cela équivaut à 2,7 % du PIB canadien et à 3,6 % de l'emploi au Canada.²⁶

Les coopératives représentent la plus grande contribution au PIB avec 34,5 G\$, suivies des *credit unions* et des caisses avec 17,1 G\$, des caisses d'assurance avec 5,1 G\$ et des mutuelles avec 4,3 G\$.²⁷

Un pilier régional

Les coopératives sont présentes dans toutes les provinces et tous les territoires, mais leur rôle est particulièrement important là où les marchés sont plus limités et où la continuité des services est essentielle. On observe certaines des plus fortes présences par habitant dans les provinces et territoires comptant de plus importantes populations rurales et nordiques, où les coopératives constituent souvent les principaux fournisseurs de logements, de services financiers, de biens de détail et d'infrastructures communautaires.

Le Québec constitue le principal pôle du secteur, avec 2 764 sièges sociaux de coopératives et de mutuelles, soit 45 % du total canadien; l'Ontario suit avec 1 185 sièges sociaux, soit 19 %.²⁸ Dans plusieurs régions, les coopératives occupent des espaces laissés vacants par les entreprises privées, maintenant ainsi les emplois, les services et la propriété locale. Cette présence explique pourquoi elles jouent un rôle disproportionné dans le maintien de la participation économique et de la stabilité en dehors des grands centres urbains.

L'importance relative du secteur est particulièrement visible lorsqu'elle est mesurée par habitant. On compte ainsi 4,67 coopératives et mutuelles pour 10 000 habitants à Île-du-Prince-Édouard, 3,66 en Saskatchewan, 3,47 dans les territoires et 3,25 au Québec, comparativement à une moyenne canadienne de 1,65.²⁹

Étude de cas

Des services bancaires là où les autres se retirent

Lorsque la Banque Scotia a fermé sa succursale de l'île Fogo après plus d'un siècle de service, les résidents et les entreprises ont perdu leur accès local aux services bancaires de base. Les résidents devaient effectuer un aller-retour de huit heures pour encaisser un chèque, payer une facture ou accéder à leur argent comptant, tandis que les entreprises locales devaient gérer leurs flux de trésorerie et leurs opérations financières sans infrastructure bancaire de proximité.

À la suite de la mobilisation de dirigeants locaux et de représentants municipaux, Atlantic Edge Credit Union a ouvert une succursale à l'île Fogo, rétablissant ainsi un service essentiel et renforçant la capacité économique de l'île.

Cet exemple illustre comment les institutions financières coopératives peuvent agir comme de véritables infrastructures collectives. Parce que leur propriété et leur responsabilité sont ancrées dans les membres et les collectivités qu'elles servent, les *credit unions* et les caisses peuvent répondre différemment lorsque la seule logique du marché conduirait au retrait des services.³⁰



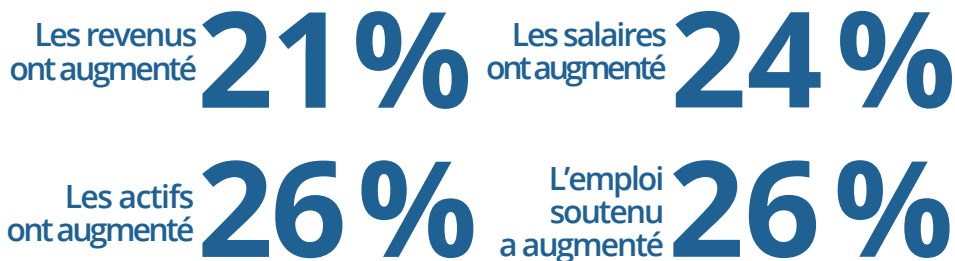
Inauguration de la succursale de l'île Fogo—Atlantic Edge Credit Union

Résilience des entreprises

La résilience des entreprises ne se mesure pas uniquement à leur capacité de traverser des périodes difficiles. Elle se reflète également dans leur enracinement dans les collectivités, le maintien d'une propriété locale et leur capacité à créer de la valeur à long terme.

Entre 2019 et 2023, la contribution au PIB des coopératives, des *credit unions*, des caisses et des mutuelles du Canada a augmenté de 17,5 %, soit plus du double de la croissance enregistrée par l'ensemble de l'économie canadienne (7,7 %). Malgré une diminution de 2,8 % du nombre de coopératives et de mutuelles, les revenus ont augmenté de 20,5 %, les actifs de 25,7 %, les salaires de 24 % et l'emploi soutenu de 26 %, comparativement à seulement 5,6 % à l'échelle nationale.³¹ Bien qu'une partie de cette évolution puisse s'expliquer par des changements apportés à la collecte et à la classification des données de Statistique Canada, les résultats illustrent néanmoins un secteur beaucoup plus important qu'auparavant.

Entre 2019 et 2023 :



Au cours de cette même période, les coopératives étaient plus grandes et plus anciennes que les PME : 9,8 % comptaient entre 100 et 499 employés, contre 1,7 % des PME, et 74,1 % étaient établies depuis plus de 20 ans, contre 32,1 % des PME.³² Les coopératives étaient également beaucoup moins susceptibles de se préparer à une vente, à un transfert ou à une fermeture. En effet, 81 % d'entre elles ont déclaré n'avoir aucune intention de le faire au cours des cinq prochaines années, comparativement à 53 % des PME.³³

Pourquoi est-ce important

Les coopératives sont moins axées sur les stratégies de sortie à court terme, ce qui favorise une planification à plus long terme, une propriété ancrée localement et la continuité au sein des collectivités qu'elles servent.

- Le capital demeure ancré localement
- L'expansion privilégie les collectivités desservies
- Le risque de délocalisation ou de retrait soudain est plus faible
- Les services essentiels demeurent accessibles dans les marchés à faible densité

Étude de cas

La propriété locale dans la transition énergétique

Les coopératives énergétiques communautaires démontrent comment la productivité, l'action climatique et la propriété locale peuvent se renforcer mutuellement. Il s'agit d'entreprises démocratiquement gouvernées et détenues collectivement qui produisent, distribuent ou financent l'énergie au bénéfice de leurs membres et de leurs collectivités.

Contrairement aux services publics appartenant à des investisseurs ou aux promoteurs privés, ces coopératives redistribuent localement les bénéfices financiers et donnent aux membres une voix directe dans les décisions. Les recherches démontrent que chaque dollar investi dans l'énergie communautaire génère plus de deux dollars d'activité économique; les projets détenus par les collectivités créent deux fois plus d'emplois que les projets comparables développés commercialement. Alors que le Canada doit accélérer le déploiement d'infrastructures d'énergie propre, cet exemple montre comment les coopératives peuvent permettre aux collectivités de participer à la transition énergétique et d'en tirer des avantages.³⁴



Toronto Renewable Energy Co-operative

Productivité et énergie

Les gains de productivité proviennent de plus en plus de la collaboration plutôt que de la seule taille des organisations. Les coopératives mettent souvent leurs ressources en commun et partagent des infrastructures entre plusieurs organisations, ce qui contribue à réduire les coûts et à élargir l'accès aux services.

Les avantages générés par les coopératives se répercutent dans les économies locales de façons souvent sous-estimées. Au-delà de leurs activités directes, elles créent de l'activité économique par l'intermédiaire des fournisseurs, des employés et des dépenses des ménages. Leur tendance à s'approvisionner localement permet également de maintenir une plus grande part de la valeur au sein des collectivités.³⁵

Les coopératives d'énergie communautaire démontrent également comment la collaboration peut accélérer l'innovation. Partout au Canada, des coopératives ont mis en place des projets d'énergie renouvelable détenus localement, ont été pionnières dans le développement de systèmes d'autopartage alimentés à l'énergie solaire, ont créé de nouveaux modèles de partenariat pour le développement de l'énergie éolienne et ont partagé leurs approches éprouvées afin de favoriser l'adoption des énergies propres. En combinant propriété locale, partage des connaissances et collaboration, les coopératives d'énergie communautaire montrent qu'il est possible de déployer des solutions efficaces à grande échelle sans sacrifier le contrôle des collectivités.³⁶

Infrastructures partagées

Les coopératives font face aux mêmes pressions opérationnelles que les autres PME. Les principaux obstacles modérés ou majeurs à leur croissance sont : la hausse des coûts (65,0 %); le recrutement et la rétention de personnel qualifié (48,5 %); les fluctuations de la demande des consommateurs (44,7 %). Cela souligne l'importance des infrastructures partagées, des achats collaboratifs et des systèmes fondés sur les membres, qui permettent aux entreprises de s'adapter au fil du temps.³⁷

Là où les grandes sociétés déploient des technologies à l'interne, les coopératives mettent en place des plateformes qui profitent à des milliers d'entreprises membres. Ces plateformes communes répartissent les risques et les occasions entre les membres plutôt que de les concentrer à l'intérieur d'une seule organisation. Ce modèle permet à l'innovation de se diffuser horizontalement dans de nombreuses entreprises et collectivités.



Des coopératives dans chaque collectivité

Coop Canada a créé le premier répertoire national du genre, réunissant les coopératives, les *credit unions*, les caisses, les mutuelles et leurs succursales afin d'offrir un portrait complet de l'économie coopérative canadienne.



Analyse du silage des agriculteurs—Sollio Groupe Coopératif

Carte *Trouver une coop*

Comprendre toute l'ampleur de l'économie coopérative canadienne a longtemps été difficile. Bien que les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles soient présentes dans les collectivités partout au pays, aucune ressource unique ne regroupait en un seul endroit des organisations de tous les secteurs, de toutes les régions et de tous les types d'entreprises.

Pour combler cette lacune, Coop Canada a créé le premier répertoire national du genre, réunissant les coopératives, les *credit unions*, les caisses, les mutuelles et leurs succursales partout au Canada dans une seule ressource consultable. Le répertoire comprend actuellement plus de 6 798* sièges sociaux et 3 520 points de service. Il constitue ainsi l'un des ensembles de données publiques les plus complets sur le secteur coopératif.

La plateforme combine des données géographiques, organisationnelles, sectorielles et d'approvisionnement. Elle facilite l'identification des coopératives selon leur emplacement, leurs services, leur industrie, leur circonscription électorale ou leur collectivité.

Plus qu'un simple répertoire, cette carte illustre l'une des principales conclusions du présent rapport : les coopératives ne constituent pas une solution marginale. Elles représentent un modèle économique grand public qui exerce ses activités à grande échelle partout au Canada.

* Le chiffre de 6 798 correspond aux coopératives, aux *credit unions*, aux caisses et aux mutuelles figurant dans le répertoire *Trouver une coop*, tandis que le chiffre de 6 173 provient du jeu de données utilisé pour l'Étude sur la contribution économique et l'impact du secteur.

**Chaque province
et territoire**

Représentés dans un
répertoire national
unique

6 798

Sièges sociaux de coopératives,
credit unions, caisses et mutuelles³⁸

**Plus de 20
secteurs
économiques**

Recherche possible par SCIAN
(Système de classification
des industries de l'Amérique
du Nord) et par catégories
d'approvisionnement

3 520

Emplacements
de succursales

10 318

Emplacements cartographiés
partout au Canada

<https://canada.coop/Trouverunecoop>

L'occasion à saisir

La confiance du public et la préférence des consommateurs sont importantes, mais elles ne représentent qu'une partie de l'histoire. Les coopératives exercent déjà leurs activités à une échelle importante dans l'économie canadienne, générant des emplois, contribuant au PIB et favorisant l'investissement dans les collectivités, tout en demeurant sous-représentées dans de nombreuses discussions relatives aux politiques publiques.



Un moteur économique

Malgré une contribution de 61,1 G\$ au PIB, le soutien apporté à près de 746 000 emplois et un niveau élevé de confiance du public, les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles demeurent sous-représentées dans les discussions nationales portant sur l'économie et les politiques publiques. Cet écart entre leurs retombées et leur visibilité représente l'une des occasions les plus évidentes pour les responsables des politiques publiques au Canada.

Partenaires de confiance en politique publique

Les coopératives bénéficient de la confiance du public, sont démocratiquement responsables, résistent aux changements des cycles politiques, sont déjà enracinées dans les collectivités et sont alignées sur les objectifs liés à l'abordabilité et au logement. Elles constituent donc des partenaires naturels dans les secteurs où les gouvernements ont besoin de capacité de prestation, de crédibilité et d'une présence locale.

Valeur publique

Les retombées économiques et sociales des coopératives font en sorte qu'un soutien public ciblé peut générer des bénéfices importants. Les coopératives contribuent au PIB, à l'emploi et aux recettes fiscales tout en favorisant l'abordabilité, la stabilité et le réinvestissement local.

Le rendement pour le public est mesurable. En 2023, la contribution fiscale modélisée totale du secteur s'élevait à 12,3 G\$, dont : 4,7 G\$ en taxes sur la production; 4,2 G\$ en impôts sur le revenu des ménages; 1,7 G\$ en taxes de vente payées par les ménages; 1,3 G\$ en taxes sur les produits; 0,4 G\$ en impôts fonciers payés par les ménages.³⁹

Pourquoi ce modèle fonctionne

- Forte contribution à l'économie et aux recettes fiscales
- Capacité de prestation déjà établie dans les collectivités
- Crédibilité publique ancrée dans la propriété des membres et la responsabilité⁴⁰

Étude de cas Bâtir une économie locale

La Cape Breton Food Hub Co-operative démontre comment les coopératives peuvent renforcer les chaînes d'approvisionnement locales et la résilience économique rurale. Fondée en 2015 comme coopérative de solidarité, elle relie directement les producteurs alimentaires aux consommateurs, aux restaurants et aux institutions grâce à une plateforme de marché en ligne et à un réseau de distribution couvrant l'ensemble de l'île.

En 2024, le Food Hub exploitait neuf points de distribution, avait traité plus de 8 000 livres de légumes, avait réalisé 863 897 \$ de ventes et avait créé 14 nouveaux emplois. Le nombre de producteurs membres est passé à 59 et son programme Share the Harvest a soutenu 187 ménages vivant une situation d'insécurité alimentaire. Cette étude de cas montre comment une coopérative peut répondre à la fragmentation des marchés locaux en améliorant les revenus des producteurs, en augmentant l'accès à des aliments frais et en maintenant une plus grande part de l'activité économique dans la région.⁴¹



Cape Breton Food Hub Co-operative

Retombées rurales et régionales

Dans de nombreuses régions, les coopératives ne jouent pas un rôle complémentaire : elles sont essentielles. Elles maintiennent l'accès aux services bancaires, à l'alimentation, au logement et à l'emploi là où les entreprises privées sont plus susceptibles de se retirer. Sans les coopératives :

- Les lacunes dans les services augmentent
- Les emplois locaux disparaissent
- Les collectivités perdent leurs piliers économiques

Les coopératives produisent des retombées économiques et collectives concrètes partout au Canada. Dans le Nord, Arctic Co-operatives soutient plus de 32 coopératives membres au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, génère 340 M\$ de ventes annuelles et retourne 13,1 M\$ à ses membres.⁴² Cet exemple illustre comment les coopératives renforcent les économies locales et assurent l'accès à des services essentiels dans les collectivités partout au Canada.

Le coût de ne pas déployer à plus grande échelle

Les Canadiens considèrent la concentration du pouvoir et de la richesse comme l'une des principales causes du dysfonctionnement économique. Alors que les gouvernements recherchent des solutions en matière d'abordabilité, de logement, de développement économique régional et de continuité des services, les coopératives représentent un outil sous-utilisé. Ne pas les prendre davantage en compte dans la conception des politiques et des programmes risque de faire passer sous silence un modèle éprouvé qui génère déjà des résultats dans les collectivités partout au Canada.

Malgré une contribution de 2,7 % du PIB, près de 746 000 emplois soutenus et des millions de Canadiens servis, les coopératives, les *credit unions*, les caisses et les mutuelles reçoivent relativement peu d'attention dans les discussions nationales sur l'économie et les politiques publiques. Cela influence la place accordée aux coopératives dans des domaines tels que la réglementation financière, les stratégies de logement et les programmes de développement des entreprises.⁴³

Les faits sont clairs : une économie canadienne plus forte est une économie plus coopérative

Les Canadiens veulent davantage de ce qui fonctionne. La demande en matière de stabilité, d'équité et de contrôle local est forte, et la confiance envers les institutions coopératives pour offrir ces résultats est manifeste. L'occasion qui se présente maintenant n'est pas d'inventer de nouveaux systèmes. Elle consiste à reconnaître, soutenir et déployer à plus grande échelle un modèle éprouvé qui produit déjà des résultats dans les collectivités partout au Canada.

- Plus de 7 Canadiens sur 10 souhaitent voir davantage de coopératives exercer leurs activités au Canada⁴⁴
- La population canadienne est prête
- L'occasion consiste maintenant à déployer à plus grande échelle ce qui fonctionne déjà



Épicerie Coop Grocery—Coopérative régionale de Moonbeam Ltd.

Les plus grandes coopératives, *credit unions*, caisses et mutuelles du Canada

Tous les efforts ont été déployés afin de vérifier l'exactitude des renseignements contenus dans cette section. Toute correction, tout ajout ou toute omission devrait être signalé à Coop Canada.

Les plus grandes coopératives du Canada

Les classements présentés dans cette section reposent sur des données de 2024 provenant de renseignements accessibles au public, d'échanges directs avec les organisations et de données compilées par Sollio Groupe Coopératif. Bien que tous les efforts aient été déployés pour assurer l'exactitude des données, certains chiffres ont été arrondis et les changements organisationnels, notamment les fusions survenues après 2024, n'y sont pas reflétés.

	Nom	Province	Revenus	Membres	Secteurs d'activité
1	Federated Co-operatives Limited^I	SK	11,7 G\$	150	Commerce de gros, fabrication, biens de consommation, raffinage du pétrole et matériaux de construction
2	Agropur Coopérative	QC	8,8 G\$	2 600	Transformation et vente de produits laitiers
3	Sollio Groupe Coopératif^{II}	QC	7,8 G\$	96	Transformation du porc et de la volaille, meunerie et fournitures agricoles
4	Groupe Co-operators Limitée^{III}	ON	7,3 G\$	45	Assurance et services financiers
5	United Farmers of Alberta Co-operative Limited	AB	2,1 G\$	127 215	Coopérative agricole fournissant des produits pétroliers, des intrants de culture et des fournitures agricoles
6	Calgary Co-operative Association Ltd.	AB	1,5 G\$	400 000	Supermarchés, produits pétroliers, pharmacies et agence de voyages
7	La Coopérative Aliments Gay Lea Ltée.	ON	1,4 G\$	3 000	Produits laitiers
8	Hensall District Co-op Inc.	ON	1,0 G\$	6 500	Commercialisation des grains, meunerie, produits pétroliers et fournitures agricoles
9	Progressive Pork Producers Co-operative Inc.^{IV}	ON	Non divulgué	157	Transformation du porc
10	Nutrinor coopérative	QC	757,1 M\$	1 006	Produits laitiers, produits pétroliers, meunerie, quincaillerie et matériaux de construction
11	Red River Cooperative Ltd.	MB	722,2 M\$	330 000	Vente en gros et au détail de produits pétroliers, épicerie, pharmacies et lave-autos

^I Sert 2,2 millions de membres grâce à un réseau d'environ 150 coopératives exerçant leurs activités dans plus de 650 collectivités.

^{II} Fédération de coopératives représentant plus de 100 000 membres par l'intermédiaire de ses activités dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la quincaillerie.

^{III} Coopérative d'assurance et de services financiers appartenant à 45 organisations membres. Ses revenus d'assurance se sont élevés à 6,27 G\$ en 2024.

^{IV} Propriétaire de Conestoga Meats et des actifs immobiliers connexes.

	Nom	Province	Revenus	Membres	Secteurs d'activité
12	Lake Country Co-operative Association Ltd.	SK	687,0 M\$	55 000	Produits pétroliers, supermarchés, biens de consommation et fournitures agricoles
13	Avantis Coopérative	QC	668,1 M\$	15 647	Produits laitiers, matériaux de construction, machinerie agricole et quincaillerie
14	South Country Co-op Limited	AB	600,5 M\$	69 000	Alimentation, pharmacies, boissons alcoolisées, carburant destiné aux consommateurs et aux entreprises, ainsi que sites agricoles et d'engrais
15	Saskatoon Co-op Association Limited	SK	600,3 M\$	121 000	Alimentation, pharmacies, carburant destiné aux consommateurs et aux entreprises, matériaux de construction résidentielle, boissons alcoolisées ainsi que produits et services agricoles
16	Agiska Coopérative	QC	554,4 M\$	5 564	Porc, meunerie, machinerie agricole, fournitures agricoles, produits pétroliers, quincaillerie et produits laitiers
17	Otter Farm & Home Co-operative	BC	530,0 M\$	70 000	Stations-service avec dépanneur, livraison en vrac de produits pétroliers, meunerie, supermarchés, pharmacies, magasins de boissons alcoolisées, pubs et brasserie
18	Fédération des coopératives du Nouveau-Québec – Ilagiisaq^v	QC	511,9 M\$	14	Commerce de gros, produits pétroliers, biens de consommation et commercialisation d'œuvres artisanales inuites dans le Nord-du-Québec
19	VIVACO Groupe Coopératif	QC	440,3 M\$	33 463	Meunerie, produits pétroliers, commercialisation de diverses espèces animales, machinerie agricole et matériaux de construction

^v Soutient 16 504 membres dans 14 collectivités du Nunavik au moyen d'initiatives économiques, éducatives et culturelles.

	Nom	Province	Revenus	Membres	Secteurs d'activité
20	North Central Co-operative Limited	AB	419,2 M\$	Non divulgué	Alimentation, pharmacies, produits pétroliers et centres de rénovation
21	Central Alberta Co-operative Ltd.	AB	389,4 M\$	Non divulgué	Stations-service, alimentation, pharmacies, matériaux de construction, fournitures agricoles et produits pétroliers
22	Pioneer Co-operative Association Ltd.	SK	378,3 M\$	26 000	Alimentation, pharmacies, carburant destiné aux consommateurs et aux entreprises, matériaux de construction résidentielle, boissons alcoolisées ainsi que produits et services agricoles
23	Four Rivers Co-operative	BC	342,2 M\$	40 208	Livraison en vrac de produits pétroliers, postes de ravitaillement à accès par carte, stations-service, alimentation, biens de consommation, matériaux de construction et de rénovation, fournitures agricoles et lave-autos
24	Arctic Co-operatives Limited	MB	340,6 M\$	> 32	Commerce de gros, biens de consommation et artisanat autochtone dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut
25	Sherwood Co-operative Association Ltd.	SK	332,2 M\$	90 350	Alimentation, pharmacies, boissons alcoolisées, produits pétroliers ainsi que fournitures agricoles, résidentielles et de construction

Les plus grandes *credit unions* et caisses du Canada

Les classements présentés dans cette section ont été rendus possibles grâce à l'information compilée et mise à disposition par le Mouvement Desjardins et l'Association canadienne des coopératives financières (ACCF).

Au Québec



[Mouvement Desjardins](#) est le plus important groupe financier coopératif en Amérique du Nord et le huitième au monde^I, avec un actif de 510,2 G\$. Au 31 décembre 2025, l'organisation comprenait 198 caisses au Québec ainsi que Caisse Desjardins Ontario.

Nom	Province	Actifs	Membres ^{II}	Emplacements
Mouvement Desjardins	QC	510,2 G\$ ^{III}	> 10 M	547

À l'extérieur du Québec^{IV}



Association canadienne des
coopératives financières

[L'Association canadienne des coopératives financières](#) (ACCF) est l'association nationale représentant les *credit unions* et les caisses du Canada, à l'exception du Mouvement Desjardins. Les 158 *credit unions* et caisses^V du Canada sont des chefs de file dans le financement des petites entreprises et détiennent 332 G\$ d'actifs.

L'ACCF soutient ses membres par l'entremise du plaidoyer, de l'éducation, d'initiatives stratégiques et de la collaboration sectorielle. Elle offre également des conseils de confiance, un leadership proactif sur les enjeux émergents ainsi que de réelles possibilités de réseautage et d'innovation à l'échelle du secteur.

^I Le plus important groupe financier coopératif en Amérique du Nord et le huitième au monde selon le chiffre d'affaires (en dollars américains), d'après le [World Cooperative Monitor 2025](#) (en anglais seulement).

^{II} Le nombre de membres comprend les membres du Mouvement Desjardins ainsi que les autres clients, y compris les titulaires de police d'assurance.

^{III} Actif au 31 décembre 2025. Rapport annuel disponible [ici](#).

^{IV} Exclut les entités faisant partie du Mouvement Desjardins.

^V Exclut Caisse Desjardins Ontario.

	Nom	Région	Actifs	Membres	Emplacements
1	Vancouver City Savings Credit Union (Vancity)^{vi}	BC	31,5 G\$	562 262	60
2	Servus Credit Union Ltd.	AB	30,3 G\$	605 979	140
3	Meridian Credit Union Limited	ON	27,3 G\$	404 421	89
4	Coast Capital Savings Federal Credit Union^{vii}	Fédéral	22,9 G\$	608 977	45
5	Tru Cooperative Bank^{viii}	Fédéral	14,8 G\$	264 573	47
6	Access Credit Union Limited	MB	14,1 G\$	208 711	47
7	Beem Credit Union	BC	13,8 G\$	201 234	67
8	Steinbach Credit Union Limited	MB	11,1 G\$	115 330	3
9	Caisse Assiniboine	MB	10,1 G\$	221 374	49
10	Caisse Alterna^{ix}	ON	9,3 G\$	203 936	49
11	Affinity Credit Union	SK	8,8 G\$	133 608	50
12	Conexus Credit Union	SK	8,1 G\$	149 661	30
13	DUCA Financial Service Credit Union Ltd.	ON	7,2 G\$	90 813	10
14	Prospera Credit Union^{vii}	BC	7,2 G\$	113 003	24

Les chiffres représentent les actifs consolidés. Les données ne tiennent pas compte des activités hors bilan.

^{vi} Comprend First Credit Union, qui a fusionné avec Vancity en décembre 2025.

^{vii} Prospera Credit Union et Sunshine Coast Credit Union ont fusionné avec Coast Capital Savings Federal Credit Union en mai 2026.

^{viii} Anciennement First West Credit Union; renommée Tru Cooperative Bank à compter d'avril 2026.

^{ix} Comprend Tandia Financial Credit Union, qui a fusionné avec Caisse Alterna en décembre 2025.

	Nom	Région	Actifs	Membres	Emplacements
15	FirstOntario Credit Union Limited	ON	7,2 G\$	130 576	32
16	Libro Credit Union Limited	ON	6,8 G\$	122 275	34
17	Windsor Family Credit Union Limited	ON	6,1 G\$	84 182	24
18	UNI Coopération financière	Fédéral	5,3 G\$	154 417	42
19	Cambrian Credit Union Limited	MB	5,1 G\$	70 718	11
20	Innovation Federal Credit Union	Fédéral	4,5 G\$	72 644	29
21	Coastal Community Credit Union	BC	3,5 G\$	82 707	24
22	Your Neighbourhood Credit Union Ltd.^x	ON	3,2 G\$	60 106	25
23	Caisse Alliance	ON	2,7 G\$	52 969	26
24	Vision Credit Union Ltd.	AB	2,7 G\$	38 294	24
25	Northern Credit Union Limited	ON	2,6 G\$	81 314	29

Les résultats sont ceux du quatrième trimestre de 2025. Les fusions et autres changements organisationnels survenus après cette période ne sont pas reflétés dans le classement ci-dessus.

^x Comprend ComTech Fire Credit Union, qui a fusionné avec Your Neighbourhood Credit Union en août 2025.

Les plus grandes mutuelles du Canada

Les classements présentés dans cette section ont été rendus possibles grâce aux renseignements compilés par l'Association canadienne des compagnies d'assurance mutuelles (ACCAM) et complétés à l'aide de démarches directes auprès des organisations.

CANADIAN ASSOCIATION OF MUTUAL INSURANCE COMPANIES



L'Association canadienne des compagnies d'assurance mutuelles (ACCAM) est la voix nationale du secteur canadien de l'assurance mutuelle. Représentant 67 assureurs mutuels, les membres de l'ACCAM desservent plus de 5,7 millions de titulaires de police et emploient plus de 17 500 personnes partout au Canada.

Contrairement aux assureurs appartenant à des actionnaires, les compagnies d'assurance mutuelles appartiennent à leurs titulaires de police, ce qui leur permet d'accorder une importance à long terme à la qualité du service, à la solidité financière et au soutien des collectivités. L'ACCAM soutient ses membres par l'entremise du plaidoyer, de l'éducation, de la collaboration et du leadership sectoriel afin de contribuer au renforcement et à la promotion du secteur canadien de l'assurance mutuelle.

	Nom	Province	Primes souscrites 2025
1	Beneva¹	QC	7,6 G\$
2	Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa	MB	3,7 G\$
3	Promutuel Réassurance	QC	1,4 G\$
4	Gore Mutual Insurance Company¹	ON	734,1 M\$
5	Portage La Prairie Mutual Insurance Company	MB	420,0 M\$
6	The Commonwell Mutual Insurance Group	ON	377,7 M\$
7	Promutuel Assurance du St-Laurent aux Appalaches	QC	303,3 M\$
8	Heartland Farm Mutual Inc.	ON	249,6 M\$

¹ Mutuelle Beneva, par l'entremise de Beneva Inc. et de ses filiales, dont Société d'assurance Beneva Inc., Unica Assurances Inc. et L'Unique Assurances générales Inc., a enregistré un volume d'affaires de 7,6 G\$ en primes souscrites en 2025 dans l'ensemble de ses secteurs d'assurance. En 2026, Mutuelle Beneva a fusionné avec Gore Mutual, de sorte que les membres de Gore Mutual sont devenus membres de Mutuelle Beneva.

	Nom	Province	Primes souscrites 2025
9	Farm Mutual Reinsurance Plan Inc.	ON	244,7 M\$
10	Red River Mutual Insurance Company	MB	241,5 M\$
11	Sandbox Mutual Insurance Company	SK	182,8 M\$
12	Promutuel Assurance Les Bâisseurs	QC	173,9 M\$
13	Promutuel Assurance Alta^{II}	QC	143,6 M\$
14	Mutual Fire Insurance of British Columbia	BC	129,3 M\$
15	Promutuel Assurance du Lac au Fleuve	QC	124,8 M\$
16	Promutuel Assurance Côte-Sud^{III}	QC	121,1 M\$
17	Promutuel Assurance de l'Estuaire^{III}	QC	104,0 M\$
18	Groupe Estrie-Richelieu, compagnie d'assurance	QC	101,7 M\$
19	Trillium Mutual Insurance Company	ON	99,0 M\$
20	Promutuel Assurance Centre-Sud	QC	95,3 M\$
21	Promutuel Assurance Verchères-Les Forges	QC	89,7 M\$
22	Kent & Essex Mutual Insurance Company	ON	81,7 M\$
23	Promutuel Assurance Lanaudière	QC	77,6 M\$
24	Halwell Dumfries Mutual Insurance Company	ON	74,1 M\$
25	Promutuel Assurance Vallée de l'Outaouais	QC	71,4 M\$

^{II} Créée le 1er juillet 2025 à la suite de la fusion entre Promutuel Assurance Boréale et Promutuel Assurance Horizon Ouest.

^{III} Promutuel Assurance Côte-Est a été créée le 1er janvier 2026 à la suite de la fusion entre Promutuel Assurance Côte-Sud et Promutuel Assurance de l'Estuaire.

Références

1. Abacus Data, The Role of Co-operatives in Canada (en anglais seulement) (novembre 2025), pp. 26, 50, 55, 60, 65, 70; Fiona Duguid et George Karaphillis, [La contribution économique et l'impact du secteur des coopératives et des mutuelles du Canada](#) (juin 2026), pp. 41, 45-52, 56-58; Coop Canada, [carte Trouver une coop](#), données à jour en date d'août 2026.
2. Alliance coopérative internationale, [Faits et chiffres](#); Alliance coopérative internationale et Euricse, [World Cooperative Monitor 2025](#) (en anglais seulement) (2025).
3. Abacus Data, supra note 1, p. 14.
4. Ibid., p. 18.
5. Ibid.
6. Abacus Data, supra note 1, p. 14.
7. Ibid., p. 26.
8. Ibid.
9. Abacus Data, supra note 1, pp. 60, 65, 70; Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 45-52.
10. Abacus Data, supra note 1, p. 26.
11. Ibid., pp. 63-64.
12. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 49-50.
13. Abacus Data, supra note 1, p. 58.
14. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 23-25; Fédération de l'habitation coopérative du Canada.
15. Abacus Data, supra note 1, p. 55.
16. Ibid., pp. 49, 55.
17. Ibid., pp. 61-62.
18. Ibid., p. 49.
19. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 54-56.
20. L. Huang, [Profil des PME : Coopératives, organisations à vocation sociale à but non lucratif et entreprises à vocation sociale à but lucratif au Canada](#) (Innovation, Sciences et Développement économique Canada, août 2026), s. 3.5, « Données démographiques ».
21. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 49-50.
22. Ibid., pp. 17-19.
23. Huang, supra note 20, ss. 3.1, « Caractéristiques de l'entreprise », et 3.4, « Activités liées à la croissance »; selon les profils des PME coopératives publiés par ISDE de [2016](#), [2023](#) et 2026, les coopératives ont affiché un taux d'innovation supérieur de 6 % et un taux d'adoption des nouvelles technologies supérieur de 3,5 % à ceux des autres PME.
24. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 37-38; Prairie Payments, [Credit Unions in Canada: A History \(and Present\) of Financial Innovation](#) (en anglais seulement) (octobre 2023).
25. Ibid., pp. 41, 45-48.
26. Ibid., pp. 56-58.
27. Ibid., pp. 56-57.
28. Ibid., p. 46.
29. Ibid., p. 47.
30. Ibid., pp. 12-14.
31. Ibid., pp. 41, 44, 58, 64-65.
32. Huang, supra note 20, s. 3.1, « Caractéristiques de l'entreprise ».
33. Ibid., s. 3.3, « Croissance ».
34. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 25-26.
35. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 43-44, 56-57.
36. Ibid., pp. 25-26.
37. Huang, supra note 20, s. 3.3, « Croissance ».
38. Coop Canada, supra note 1.
39. Duguid et Karaphillis, supra note 1, p. 57.
40. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 41, 56-58; Abacus Data, supra note 1, pp. 49-55.
41. Duguid et Karaphillis, supra note 1, pp. 10-11.
42. Ibid., pp. 14-15.
43. Ibid., pp. 65-67.
44. Abacus Data, supra note 1, p. 58.

Remerciements

L'étude réalisée par Abacus Data a été produite avec le soutien de la Fédération de l'habitation coopérative du Canada.

L'analyse de la contribution économique et de l'impact du secteur coopératif et mutualiste du Canada a été réalisée grâce au soutien financier d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et de Federated Co-operatives Limited.



(613) 238-6712
info@canada.coop
canada.coop

123, rue Slater, bureau 610
Ottawa (ON) K1P 5H2
Canada